



SECTION DU GARD

La Formation Spécialisée s'est rendue ce mardi 11 juillet au SDIF dans le cadre de la procédure de droit d'alerte lancée le 4 juillet par **F.O.-DGFIP**.

Le directeur a bien été obligé, contre son gré, d'entendre la détresse des collègues.

Que ce soient les collègues des secteurs, les géomètres et les aides-géomètres, tous lui ont fait part de leurs inquiétudes relatives à la gestion de la quantité astronomique de travail qu'ils affrontent. Quel plaisir de se rendre à son travail en pensant que l'on a près de 9000 e-contacts en attente, que les déclarations des propriétés bâties n'ont pas été saisies depuis plusieurs mois (manque à gagner dans les budgets des collectivités locales surtout depuis la suppression de la TH) et que les tournées auprès des communes ne seront pas assurées (levés topographiques et CCID) !

Le directeur a tenté de nous rassurer en répliquant que la masse des messages en attente était traitée par 6 contractuels ainsi que par l'intervention des géomètres et des aides-géomètres à hauteur de 11 jours chacun s'étalant sur la période de juin et juillet.

Mais personne n'est dupe, cet emplâtre sur une jambe de bois cache des problèmes récurrents : la réduction de personnel et pire encore le manque de personnel (9 géomètres sur 12) !

Attentif aux doléances des uns et des autres, il a sorti la fameuse « boîte à promesses » :

- promesse de faire remonter la situation critique du service et d'une manière plus large l'impact sur les services de la mise en place de GMBI
- promesse de demander moins de réduction d'emplois pour les années à venir
- promesse de faire le point à la fin de l'été ????
- promesse de faire des promesses

Depuis la fin de l'année dernière nous n'avons eu de cesse d'alerter la direction sur la charge de travail du SDIF, à chaque réunion, à chaque instance nous leur avons seriné qu'il fallait intervenir avant que la situation ne dégénère et bien évidemment nous avons été traités d'oiseaux de mauvais augure.

Aujourd'hui la crise est pire encore que ce que nous avons anticipé. Les agents sont au bord de la rupture et si jusqu'à présent leur conscience professionnelle leur a permis de ne pas baisser les bras il est urgent que la direction agisse et ne se contente pas de promesses vides de sens. Nous avons rappelé au directeur qu'il est le garant de la sécurité et de la santé des agents placés sous son autorité.

Pour **F.O.-DGFIP**, Il est largement temps de **redonner aux services de la DGFIP les moyens humains, budgétaires et informatiques nécessaires à l'exercice quotidien des missions** et de sortir de l'illusion coûteuse que la dématérialisation est la solution à tous nos problèmes.

Vos élus en Formation Spécialisée :

Corinne LELONG, Sacha GRUMIC, Philippe FUSEAU et Thierry OLIVE